

GE_GERICHTE PS/20/2013 vom 10. Oktober 2013

GE Cour de justice, 2013-10-10, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_PS_20_2013

FR: GE_GERICHTE PS/20/2013 du 10 octobre 2013

IT: GE_GERICHTE PS/20/2013 del 10 ottobre 2013

Regeste

CONDITION DE RECEVABILITÉ; CODE PÉNAL MILITAIRE; EXÉCUTION DES PEINES ET DES MESURES; COMPÉTENCE RATIONE MATERIAE; INTÉRÊT JURIDIQUEMENT PROTÉGÉ; APPRENTISSAGE(FORMATION PROFESSIONNELLE); SEMI-DÉTENTION | LaCP.5; LaCP.40; LaCP.42

Erwägungen

E. 1

La Chambre de céans peut décider de rejeter les recours manifestement irrecevables ou mal fondés, sans échange d'écritures ni débats (art. 390 al. 2, 1ère phrase, a contrario, CPP). Tel est le cas en l'espèce pour les motifs exposés ci-après.

E. 2.1

Selon l'art. 42 al. 1 de la loi d'application du code pénal suisse et d'autres lois fédérales en matière pénale (LaCP), dans sa nouvelle teneur depuis le 27 septembre 2011, la Chambre pénale de céans " connaît des recours contre les décisions rendues par le Département de la sécurité, de la police et de l'environnement, ses offices et ses services conformément à l'article 40 LaCP (art. 439 al. 1 CPP), les articles 379 à 397 CPP s'appliquant par analogie ". Sont, à teneur de l'art. 5 al. 2 let. d LaCP, des décisions susceptibles de recours à la Chambre de céans, celles relatives à l'exécution des peines privatives de liberté et des mesures entraînant une privation de liberté (art. 74 à 91 CP), à l'exclusion des décisions visées aux articles 75 al. 2 et 6 CP (exécution anticipée de la peine et renonciation à l'exécution de la peine), 75a al. 1 CP (appréciation par la commission d'évaluation de la dangerosité de l'allègement du régime) et 86 à 89 CP (libération conditionnelle). Selon l'art. 396 al. 1 CPP, applicable par renvoi de l'art. 42 al. 1 LaCP, le délai pour interjeter un recours, qui doit être motivé et écrit recours, est de dix jours dès la notification de la décision.

E. 2.2

Le recours contre la décision querellée respecte les exigences de forme et de délai de l'art. 396 al. 1 CPP, dès lors qu'il est motivé, a été interjeté dans les 10 jours après la décision litigieuse, auprès d'une autorité de recours - la CPAR - désignée de manière inexacte par le SAPEM, laquelle, conformément à l'art. 91 al. 4 CPP, l'a transmis à la Chambre de céans.

E. 2.3

Il apparaît que cette dernière n'est pas compétente pour connaître d'un recours contre la décision querellée du SAPEM. En effet, comme cela résulte de son énoncé même, la LaCP, qui fonde la compétence de la Chambre de céans en matière de recours contre les décisions du Département de la sécurité, de la police et de l'environnement, ses offices et ses services,

soit, en particulier, du SAPEM, est une loi d'application du code pénal (CP) et non pas du code pénal militaire (CPM). L'art 5 LaCP, auquel renvoient les art. 40 et 42 LaCP, ne mentionne du reste que les seules dispositions du CP. Par ailleurs, selon la doctrine, l'ordre d'exécution d'une sanction - soit l'injonction adressée au condamné tendant à la mise en œuvre du prononcé pénal entré en force sans entraîner de modification de sa situation juridique, telle la convocation auprès d'un établissement pour y subir une sanction privative de liberté (art. 36 al. 1 et 2, 39 al. 3, 40, 41, 59 à 61 CP) - ne lésant pas les droits du condamné au-delà de ce qui a été arrêté dans le prononcé pénal, est un acte matériel ("Realakt") dont l'objet n'est pas de produire un effet juridique, mais bien la modification d'un état de fait. Un tel ordre d'exécution n'est ainsi pas sujet à recours, faute pour son destinataire de pouvoir faire valoir un intérêt juridique, c'est-à-dire un intérêt actuel et direct à l'annulation ou à la modification de l'injonction. Une exception à l'irrecevabilité d'un recours contre un ordre d'exécution d'une sanction doit cependant être admise lorsque cet ordre met en cause des droits constitutionnels inaliénables ou imprescriptibles ou lorsque la décision est frappée de nullité absolue. Peuvent ainsi être critiqués l'application manifestement inexacte des dispositions sur la prescription de la peine, l'arbitraire dans la fixation de la date d'incarcération et la violation de l'art. 3 CEDH ou l'atteinte portée à un droit ou à une liberté reconnus par la CEDH (A. KUHN / Y. JEANNERET (éds), Commentaire romand : Code de procédure pénale suisse, Bâle 2011, n. 9-12 ad art. 439). Or, en l'occurrence, le recourant n'invoque aucun motif permettant de faire exception à l'irrecevabilité de son recours portant sur l'ordre d'exécution qu'il a reçu du SAPEM. En particulier, il ne se plaint pas d'arbitraire de ce service dans la fixation de la période d'incarcération dans l'établissement de Villars pour qu'il y purge la peine prononcée par le Tribunal militaire 1. De ce point de vue, son recours apparaît également irrecevable.

E. 3

Admettrait-on le contraire, qu'il devrait, de toute façon, être rejeté car mal fondé. Le recourant, en effet, fait valoir qu'ayant commencé, en août 2012, une nouvelle formation de carreleur et technicien au sein de l'entreprise B_____ SA, qui se terminera en été 2015, il lui "semblait" que l'exécution de la peine privative de liberté de 7 mois qui lui avait été infligée par le Tribunal militaire 1 "pourrait avoir lieu après la fin de sa formation, soit dès le 15 juillet 2015". Outre le fait que le recourant n'allègue pas que la période de détention fixée par le SAPEM compromettrait l'apprentissage qu'il a commencé en août 2012, il apparaît que, selon les renseignements fournis par le SAPEM, qui n'ont pas été démentis par le recourant, le régime de la semi-détention est également applicable aux détenus bénéficiant d'un contrat d'apprentissage à plein temps tel que celui que l'intéressé est en train d'effectuer. Dès lors que, par ailleurs, le régime de la semi-détention peut s'effectuer hors de l'établissement de Villars durant 12 heures pendant la journée pour un apprentissage à temps complet, le bon déroulement de l'apprentissage du recourant n'apparaît pas compromis. Il n'y a ainsi aucune raison de modifier les dates d'exécution de la peine que doit purger le recourant telles que fixées par le SAPEM, le recours contre cette décision semblant surtout relever de motifs de convenance personnelle de l'intéressé.

E. 4

En tant qu'il succombe, le recourant supportera les frais de la procédure (art. 428 al. 1 CPP).

* * * * *

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.